



HAL
open science

Elections législatives au Japon, pari réussi pour le Premier ministre Abe Shinzô

Xavier Mellet

► **To cite this version:**

Xavier Mellet. Elections législatives au Japon, pari réussi pour le Premier ministre Abe Shinzô. 2015.
hal-03392860

HAL Id: hal-03392860

<https://sciencespo.hal.science/hal-03392860>

Submitted on 21 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Elections législatives au Japon, pari réussi pour le Premier ministre Abe Shinzô

Xavier Mellet, Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France

En ligne : <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/elections-legislatives-au-japon-pari-reussi-pour-le-premier-ministre-abe-shinzo>

07/01/2015

Les élections législatives du 14 décembre dernier au Japon ont été marquées par un nouveau record d'abstention (47,34%, soit 7 points de plus qu'il y a deux ans). Les fortes chutes de neige qui ont frappé les régions du Tohoku et de Horikiku font partie des raisons avancées pour expliquer ce manque d'intérêt de la population pour le choix de ses élus, indicateur alarmant d'une crise de la démocratie japonaise. Au-delà des simples aléas météorologiques, l'abstention s'explique principalement par des raisons conjoncturelles que nous allons examiner ici sans entrer dans les aspects structurels de la crise de la démocratie japonaise, souvent abordés par ailleurs¹.

Le scrutin a présenté une situation a priori paradoxale et originale. Le 21 novembre, le Premier ministre Abe Shinzô a choisi de dissoudre la chambre basse alors que sa formation, le Parti libéral-démocrate (PLD), y disposait d'une très large majorité². Pour comprendre les raisons qui l'ont poussé à cette décision, il est nécessaire de dresser un bilan rapide de la situation politique. Depuis septembre 2014, le Premier ministre Abe Shinzô a enregistré un relatif déclin de sa popularité et fait face à un renforcement des partis d'opposition. La dissolution a été effectuée avant que ces deux phénomènes s'amplifient et compromettent significativement la situation du gouvernement. Les raisons purement tactiques de cette dissolution alliées à la pauvreté du débat public durant la campagne électorale a ôté tout intérêt à ces élections aux yeux des Japonais ; le taux de participation en a donc fortement pâti.

Une dissolution tactique

Abe Shinzô avait réalisé la prouesse de demeurer populaire durant près de deux ans alors que depuis 2006 et le départ du premier ministre Koizumi, aucun chef de gouvernement n'était parvenu à rester en poste plus de quinze mois³. Abe avait lui-même rapidement chuté la première fois qu'il avait pris la tête du gouvernement, entre septembre 2006 et septembre 2007. Cette popularité s'explique par l'excellent storytelling qui a accompagné le programme économique du Premier ministre ingénieusement intitulé Abenomics (Abe + economics). Ce plan d'action ambitieux était divisé en trois étapes (« trois flèches », sanbon no ya) pour sauver l'économie japonaise de sa spirale déflationniste : une augmentation de la masse monétaire ; de larges dépenses publiques et des réformes structurelles (principalement une libéralisation de l'économie). Les deux premières flèches, décochées entre 2013 et 2014, ont eu un vaste succès, la troisième est toujours attendue. Ce vaste programme eut le mérite de restaurer la confiance parmi les acteurs économiques et l'opinion publique⁴. Par ailleurs, la gestion par le gouvernement Abe de la question nucléaire et de la révision constitutionnelle, a été très prudente. La faiblesse des forces d'opposition a enfin joué un rôle non-négligeable dans le succès du Premier ministre. Le Parti démocrate du Japon (PDJ), deuxième formation du pays, est complètement discrédité depuis son échec au pouvoir, entre 2009 et 2012. Parallèlement, de nombreux micro-partis se sont épuisés à former des alliances contre le PLD ; apparaissant souvent contre-nature et seulement conjoncturelles, celles-ci ont toutes échoué.

Cependant, la situation a changé au cours des derniers mois. Le 3 septembre, le Premier ministre a effectué un remaniement très populaire par lequel il a confié cinq ministères à des femmes, dont l'Economie à Obuchi Yukô et la Justice à Matsushima Midori. Abe souhaitait ainsi illustrer sa volonté de promouvoir les femmes dans l'économie du pays (womenomics). Or ces deux ministres ont été poussées à la démission, le 20 octobre suivant. Les médias ont en effet révélé que Obuchi Yukô avait dépensé de l'argent public (quelques dizaines de millions de yens) pour des cadeaux privés et que Matsushima Midori avait fait distribuer des éventails à son effigie en dehors des périodes autorisées⁵. Trois jours plus tard, le remplaçant d'Obuchi, Miyazawa Yoichi, se retrouve à son tour au cœur de

deux scandales : il aurait reçu un don d'une entreprise étrangère – ce qui est illégal – et il aurait payé à son équipe politique une soirée dans un bar sadomasochiste. Après ces événements, la popularité du gouvernement a baissé de dix points, pour revenir à son niveau d'avant le remaniement (53%).

Dans le même temps, les Abenomics ont commencé à enregistrer quelques échecs qui ont entamé la confiance. Le 17 novembre, quelques jours avant la dissolution, le Japon est officiellement entré en récession avec une croissance négative de 1,6% en base annuelle. En octobre, le gouvernement a avancé la possibilité d'une nouvelle augmentation de la TVA, de 8% à 10%, pour l'année 2015, ce qui a encore contribué à la baisse de sa popularité et accéléré la décision de dissoudre la Chambre basse du parlement de manière préventive. Cette hausse, désormais reportée à 2017, aurait été consécutive à une hausse, de 5% à 8%, décidée par le PDJ mais mise en place par gouvernement Abe, début 2014.

Sentant le vent tourner, les forces d'opposition avaient commencé à négocier en vue de constituer des alliances contre le PLD. En septembre, après de longues négociations, l'Association de restauration du Japon (trente-deux députés avant le scrutin), formation basée à Ōsaka et dirigée par le très médiatique Hashimoto Tōru, a fusionné avec le petit Parti de l'unité (neuf députés), branche dissidente du Parti de tous (huit députés), formation créée en 2009 par des transfuges du PLD. Ensemble, ils ont créé le Parti de la restauration (PR).

Trois mois plus tôt, le coprésident de l'Association de restauration du Japon et ancien gouverneur de Tōkyō Ishihara Shintarō avait quitté sa formation avec dix-neuf députés pour fonder le Parti pour les générations futures (PGF). En dépit de ces divisions, l'union de plusieurs forces de l'opposition de droite et centrée sur des problématiques de gouvernance locale constituait une menace pour un PLD dominant au niveau national.

Abe a présenté la dissolution comme un exercice démocratique. Sur sa page Facebook, il a indiqué : « quand un choix majeur de politique fiscale doit être fait, je suis déterminé à rechercher la confiance des citoyens »⁶. A chaque changement majeur de politique (ici la hausse de la TVA), il peut paraître justifié en démocratie, de consulter le peuple. Pourtant, la population semble avoir mal compris les raisons de la dissolution. Un sondage publié dans le journal Yomiuri a montré que près de 60% des interrogés désapprouvaient la décision du Premier ministre⁷. Présentée comme un acte démocratique, la dissolution répondait plutôt à la menace pesant sur la légitimité du gouvernement. Abe a souhaité s'assurer de quatre années au pouvoir afin de mettre en place ses réformes : la troisième « flèche » des Abenomics, et surtout une modification de la Constitution qui permettrait au Japon de participer activement à des opérations militaires, notamment dans le cas où un de ses alliés serait attaqué⁸.

Un triomphe sans gloire ?

Le Premier ministre a gagné son pari. Favorisé par la faiblesse de l'opposition et par l'abstention, le PLD a conservé une majorité similaire à celle remportée lors de la dernière élection de décembre 2012. Il a obtenu 291 des 475 sièges à pouvoir (soit 61,2% des députés), auxquels il faut ajouter les trente-cinq sièges de son allié le Komeitō. Ensemble, les deux formations possèdent plus des deux tiers de la Chambre (68,6%). L'opposition n'a pas progressé. Le PDJ a gagné seize sièges par rapport à 2012, mais demeure loin derrière le PLD avec seulement soixante treize élus (15,4%). La dissolution avait entraîné le ralliement aux démocrates de quatre parlementaires. Les petites formations ont davantage souffert. Le PR n'a pas progressé et conserve ses quarante et un sièges (8,64%), soit le même nombre qu'avant le vote. Les Parti des générations futures (PGF) et Parti de la vie du peuple (PVP)⁹ n'ont remporté que deux sièges chacun. Le Parti communiste a été le seul à réaliser une percée, passant de huit à vingt et un sièges. Deux blocs d'opposition se dessinent désormais : un à gauche avec le PDJ et le PC (94 sièges) et un à droite formé par le PR, le PGF et le PVP (45 sièges). Au vu des résultats, le PLD devrait gouverner avec une faible opposition pendant les quatre prochaines années.

La victoire d'Abe aux élections législatives anticipées était attendue. Les sondages n'ont cessé d'accorder au PLD une avance de près de 30 points (40%) dans les intentions de vote sur le PDJ, crédité de 15%. Le PR de Hashimoto Tōru (5% d'intentions de vote en moyenne) n'a jamais pu prétendre à la victoire, y compris dans son fief de la région de Kinki, où il est resté bloqué à 15%, loin derrière le PLD. Tout au long de la campagne, les sondages ont montré que les candidats de l'opposition ne pouvaient rivaliser avec le PLD, contribuant à accréditer l'idée qu'il n'existait pas d'autre choix que celui du parti au pouvoir et transformant le scrutin en un vote de confiance sur le gouvernement Abe.

Comme l'exige la loi, la campagne officielle n'a duré que douze jours et a eu lieu du 2 au 14 décembre, période durant laquelle candidats et partis n'ont droit qu'à un nombre limité de spots publicitaires dans les médias. Ces conditions drastiques ne sont pas propices à relever l'intérêt de l'électorat ni à permettre aux candidats de se faire connaître et d'augmenter leurs chances de succès. La campagne officielle menée sur internet n'a pas eu un grand impact. En effet, les électeurs les plus âgés ne sont pas de grands adeptes du web et la majorité des plus jeunes ne votent pas.

En raison de l'impréparation de l'opposition, le PLD est le seul parti à avoir pu présenter des candidats sur l'ensemble du territoire. Pour les 295 sièges à pouvoir au scrutin majoritaire, la formation a présenté 283 candidats. Ses opposants n'ont pas couvert autant de territoire : 197 candidats pour le PDJ, 73 pour le PR, 39 pour le PGF, 13 pour le PVP. Seul le Parti communiste a rivalisé avec le PLD – 292 candidats – mais la formation ne constitue pas une menace sérieuse pour la majorité. L'opposition a manqué des ressources financières nécessaires pour assumer un tel effort de campagne de façon efficace. Les deux ministres démissionnaires Obuchi Yûko et Matsushima Midori ont été facilement réélus.

Les Abenomics, seule voie possible

Abe a transformé les élections législatives en plébiscite sur sa politique. Les Abenomics ont été présentés comme la seule voie possible, comme le disait le slogan du parti : « Le rétablissement de l'économie est la seule voie possible »¹⁰. Le Premier ministre a sans cesse mis en avant sa proposition de report de la hausse de la TVA, demandant aux Japonais s'ils étaient favorables à attendre 2017 pour augmenter la taxe. Une proposition difficilement refusable. Ce choix se voulait un choix plus large sur les Abenomics. « Si la coalition au pouvoir ne conserve pas la majorité, cela signifiera que les électeurs rejettent les Abenomics et par conséquent, je démissionnerai » avait déclaré Abe¹¹.

Son programme a clairement mis l'accent sur l'économie, en reprenant des propositions et censées restaurer la vitalité nationale. Six thèmes ont été définis : la revitalisation de l'économie nationale et la reconstruction fiscale ; la revitalisation de l'économie rurale – les Abenomics à l'échelle locale – et de l'emploi féminin ; le renforcement de la sécurité et de l'éducation ; l'élargissement du potentiel diplomatique et la promotion du pacifisme actif ; les réformes politiques et administratives et enfin la révision de la Constitution.

Le lien existant entre la TVA et les Abenomics est ambigu. La hausse de l'impôt devait initialement intervenir après la relance de l'activité qui aurait permis d'en dissiper les effets. La décision de la repousser à 2017 constitue donc un aveu d'échec de la part du gouvernement. Cependant, celle-ci présentée par le Premier ministre comme une question adressée au peuple obligeait tout adversaire des Abenomics à se montrer partisan d'une hausse des impôts. La campagne du chef du gouvernement s'est avérée très efficace et a marginalisé les opposants. Elle a été rendue possible par une neutralité des médias qui avantage les forces dominantes, soit le PLD, en ne se focalisant que sur quelques enjeux centraux de gouvernement. La campagne sur la question de la TVA a contraint les partis d'opposition, en premier lieu le PDJ, à centrer ses propos sur la critique des Abenomics plutôt que sur la définition d'un projet alternatif.

L'opposition n'est pas parvenue à susciter l'adhésion de l'électorat. PDJ et PR s'en sont pris directement au gouvernement, insistant par exemple sur la faiblesse du yen et la façon dont les Abenomics favorisent les grands groupes et les grandes villes au détriment des PME et des zones périurbaines. En développant un discours négatif, ils ont pris le risque de laisser à Abe la possibilité de se présenter comme un homme d'action et de proposition. Contre les Abenomics, le PDJ a développé trois thèmes : une politique monétaire en accord avec la vie des citoyens ; l'investissement dans le capital humain ; la mise en œuvre d'une stratégie de croissance. Ces trois grands axes, tous focalisés sur l'économie, ont été jugés peu crédibles par des Japonais qui se souviennent que le PDJ soutenait la rigueur budgétaire et la hausse de la TVA quand qu'il était au pouvoir. Hashimoto Tôru n'a par ailleurs pas pu faire campagne dans l'ensemble du Japon, du fait de ses responsabilités politiques de maire d'Osaka et sa présence est très importante pour son parti. Son parti a proposé un programme fondé sur le *ishin hassaku*, les huit propositions de décembre 2012 pour restaurer le Japon¹². D'une manière générale, peu de propositions nouvelles sont sorties de cette campagne électorale. Le PGF et le PVP ont mis en avant des dinosaures, respectivement Ishihara Shintarô et Ozawa Ichirô ; difficile de susciter l'enthousiasme, notamment des plus jeunes électeurs, avec de telles personnalités. Les messages politiques eux-mêmes témoignaient de la vacuité idéologique : le PGF avait par exemple choisi pour slogan « Un Japon où les futures générations peuvent trouver l'espoir »¹³ et Ishihara réclamait l'instauration d'une nouvelle Constitution faite par le peuple.

Une démocratie plébiscitaire ?

Les élections de 2014 rappellent celles de 2005. A l'époque, le premier ministre Koizumi Junichirô (PLD) avait dissout la chambre basse afin de faire voter la loi sur la privatisation de la poste que la Chambre haute du parlement venait de rejeter. Il était parvenu à faire de cette question l'unique enjeu de la campagne électorale, notamment en monopolisant l'attention des médias. Il lui avait fallu, pour ce faire, mettre en scène un affrontement sur la question postale entre lui et les membres de son parti qui s'opposaient à son projet (et auxquels il avait refusé l'investiture). Extérieure à ce jeu, l'opposition démocrate avait été marginalisée et rendue inaudible.

Comme lui, Abe Shinzô a centré le scrutin sur un thème unique et a réussi à empêcher tout débat sur d'autres sujets. Par ces élections, il a consolidé sa majorité, ce qui lui permettra de mettre en œuvre des réformes structurelles. Mais la transformation du scrutin en plébiscite pose un véritable problème à la démocratie japonaise. Depuis 2005, chaque élection nationale s'est jouée sur un enjeu unique. Celles de 2009 et 2012 ont été marquées par les rejets des majorités en place. Aujourd'hui, la domination du PLD fait que l'opposition ne peut plus compter pour s'imposer de nouveau sur la révélation de scandales qui ne pourraient qu'affecter l'ensemble de la démocratie.

1. Voir BOUISSOU Jean-Marie, *Quand les sumos apprennent à danser. La fin du modèle japonais*, Paris, Fayard, 2003 et YOSHIDA Tôru, « France / Japon : vers des tendances politiques partagées ? », *Vues d'ailleurs*, n°1, octobre 2011.
2. La dissolution de la Chambre basse du parlement est une pratique assez courante au Japon ; celle-ci était la quatrième depuis 2005.
3. Kan Naoto est resté Premier ministre environ quinze mois du fait de la catastrophe de Fukushima mais on compte six Premiers ministres différents entre 2006 et 2012, soit un par an en moyenne.
4. Voir COLIN Jean-Yves, « Les Abenomics, 18 mois après », *Japan Analysis*, n°35, octobre 2014.
5. L'éventail fait partie des produits dérivés habituellement distribués aux passants par les hommes politiques japonais durant leurs campagnes électorales.
6. « Chaque parti en guerre de communication, le Premier ministre renforce son exposition médiatique » (衆院選 イメージ戦略 各党様々 自民 首相 メディア露出強化...), *Yomiuri Shimbun*, 22 novembre 2014.
7. « Confiance et inquiétude pour la majorité, 65% ne comprennent pas la dissolution » (スキャナー] 自信と不安 与党交錯 解散評価せず65% 本社世論調査), *Yomiuri Shimbun*, 23 novembre 2014.
8. Le Premier ministre promeut un « pacifisme actif », politique qui ne pourrait être mise en place qu'après une modification de l'article 9 de la Constitution, celui-ci interdisant au Japon de posséder une armée.
9. Parti fondé par Ozawa Ichirô, ancien baron du PLD au début des années 1990, puis du PDJ, de 2001 à 2012.
10. 景気回復、この道しかない.
11. « Fragilisé, Shinzo Abe dissout pour se relancer », *Libération*, 18 novembre 2014.
12. Il s'agit du programme de l'Association de restauration du Japon pour l'élection de décembre de 2012. Celui-ci était centré sur huit propositions centrales.
13. 次世代が希望を持てる日本を.